



La flamme sur la Tombe du Soldat Inconnu, sous l'Arc de Triomphe à Paris via Wikimedia
[Flux d'actualités](#)

Nationalisme, la bêtise du siècle

Le nationalisme, cette « croyance sociale » que Norbert Elias jugeait la plus dangereuse du XXe siècle, se porte bien, en France comme ailleurs. Comme si seule la nation permettait encore de dire « nous » quand plus rien ne protège ni rien d'autre n'unit.

Le 8 août, un homme s'est vu infliger une peine de trois mois de prison avec sursis, assortie d'une obligation de soins et du versement d'un euro symbolique au Centre des monuments nationaux, pour avoir allumé sa cigarette avec la flamme du Soldat inconnu après avoir « foulé la dalle sous laquelle repose celui-ci », pouvait-on lire dans *Le Monde*. Le journal précise qu'en plus d'un siècle d'existence ce « *symbole mémoriel par excellence* » n'avait jamais connu « *pareil outrage* ». Les faits se sont passés le 4 août sous l'Arc de triomphe, le tribunal correctionnel est celui de Paris. Nous sommes donc bien en France, où l'on sait, quand il le faut, rendre la justice sans traîner.

La scène ayant été filmée par une touriste, relayée sur les réseaux sociaux et « vue » des millions de fois, le geste de Hakim H. a entraîné comme il se doit une vive polémique, le ministre français de l'Intérieur qualifiant, sur X, le geste de l'homme d'« *indigne et misérable* », car portant « *atteinte à la mémoire de ceux qui sont morts pour la France* ». On ne peut s'empêcher de se demander quelle France, ni de souligner que les soldats ont rarement le choix, même si pareil scepticisme serait très certainement jugé antipatriote. Le ministre promettait même de retirer son titre de séjour à cet homme, arrivé en France à neuf ans, par ailleurs père de 4 enfants, vivant en Normandie mais travaillant à Paris, où il vit dans la rue faute de moyens. Indigne et misérable, en effet. Nous sommes toujours en France.

Nous sommes toujours en France et l'interdiction de séjour n'étant pas (à ce jour) prévue par le code pénal pour ce type d'infraction, le parquet a requis un an de prison dont deux mois ferme et « *une interdiction de paraître dans les trois arrondissements sur lesquels se situe la place de l'Étoile* », une OQTF de consolation en quelque sorte. De la prison ferme, on

a bien lu. Laissé en liberté, l'homme représenterait donc un danger pour la société. La société française. Le tribunal se montrera au final « *plus clément* », écrit le journaliste des pages Justice du *Monde* Henri Seckel¹. Peut-être parce que cet homme, dont le casier judiciaire compte certes 28 mentions pour des délits mineurs, a beaucoup pleuré, dit qu'il « *aimait* » la France, et même l'armée, parlé du bac de son aînée, obtenu avec mention. Et puis, l'homme est malade, bipolaire, et le psychiatre a estimé que son discernement était altéré au moment des faits. De quoi comprendre, peut-être, qu'on puisse se montrer capable, ou incapable, coupable en tout cas de pareille infamie : allumer sa cigarette à la flamme du soldat inconnu. Il faut au moins être bipolaire pour cela en France désormais.

Dans les années 1980, ce n'était pas nécessaire et on risquait bien moins, comme nous l'apprend, quelques jours plus tard, toujours dans *Le Monde*, Bertrand Guillonnet, pas si accessoirement que ça professeur (d'urologie) à Cornell University, New York². À la suite d'un pari perdu, ses amis étudiants en médecine lui avaient donné pour gage d'aller garer sa (petite) moto sous le fameux Arc, et d'aller allumer sa cigarette à la fameuse Flamme. À l'époque, un agent vite sorti de sa guérite lui avait simplement demandé d'aller jouer ailleurs. Autres temps, autres mœurs. Avant que la condamnation d'un autre homme la lui rappelle, le médecin aurait même oublié « *l'anecdote* ».

Dans sa tribune, s'il dit ne pas vouloir soulever – il le faudrait pourtant bien – la question du « *deux poids-deux mesures* » – l'homme en 2025 n'étant pas, écrit-il, comme lui un étudiant de médecine blond aux yeux bleus – l'urologue pointe, avec raison, celle du « *changement insidieux des usages répressifs* ». Car ni dans un cas ni dans l'autre, (vouloir) allumer sa cigarette à « la » flamme ne fait d'un individu un « *ennemi de la République* ». On le croit. Si l'on peut comprendre, écrit-il, « *qu'il y a des choses qui ne se font pas* », qu'il existe des « *interdits symboliques* » qui font partie du vivre-ensemble, quel sens y a-t-il, se demande le professeur, à punir si sévèrement la « *moindre incartade* » ? C'est bien le mot. « *L'État est-il devenu si fragile que ses garants se montrent à ce point intraitables ?* », telle est la question du docteur Guillonnet. Avant de conclure, il ose même : « *L'intransigeance n'est-elle pas le lot des faibles ?* », suggérant une interprétation psychanalytique du comportement des représentants de la puissance publique.

Cependant, il n'y a pas eu que des ministres pour s'offusquer de « l'outrage », loin de là, et l'on doit prendre le risque d'esquisser une explication sociologique et politique. Oui, l'État français est aujourd'hui bien faible. Faible dans sa protection des plus faibles, faible dans sa lutte contre les exclusions, faible dans sa défense des droits et libertés, qui sont, entend-on souvent, nés sur son sol. Pour reprendre le terme de psychologie sociale utilisé par le docteur du *Monde*, que reste-t-il dès lors pour assurer le « *socius* » (de *sequor*, suivre), à savoir la « *composante sociale du comportement et de la vie mentale d'un être vivant* » (selon le Centre national de ressources textuelles et lexicales) ?

Il reste la nation pardi, ou plutôt La Nation. Fût-elle un symbole, un mythe, ou le fruit d'une « *croyance sociale* » suivant l'expression du sociologue Norbert Elias³. Et pas n'importe laquelle selon lui : la plus dangereuse au XX^e siècle. Elle vit toujours au XXI^e, notamment en France, et fait défiler en Angleterre des dizaines de milliers de personnes sous la bannière au fond très banale *Unite the Kingdom*, quand l'Empire, ici et là, est définitivement perdu. Comme s'il ne leur restait plus que cela, et peut-être est-ce le cas, du moins leur sentiment. Une nation « *unie* », une nation « *même pas peur* » (en fait, si), de la mondialisation, de l'immigration, une nation fière d'elle-même (ou de son passé), de son « *identité* », une nation qui permet encore de dire « *nous* » quand il semble que rien d'autre n'unit, de dire « *je* » quand rien d'aussi fort ne définit l'individu que d'être « *né quelque part* ».

Il reste la nation pardi, ou plutôt La Nation.



Soit du réconfort à bon compte, dirait Elias, qui pourtant se gardait bien de mépriser ses contemporains. Quel mal à cela, répondra-t-on ? N'a-t-on pas « besoin », à droite comme à gauche, et plus que jamais quand les temps sont durs, de *se souvenir* que nous faisons partie d'une nation, que nous « sommes », plus qu'une nation, « la nation », celle qui a fait de grandes choses, sinon « nous », « elle », donc quand même un peu « nous » ? C'était le sens des premiers vœux adressés à... la nation par le jeune président Macron sur Twitter fin 2017 : « *en 2018, vous aurez peut-être dans vos vies personnelles des doutes ou des drames, mais n'oubliez jamais que nous sommes la Nation française* ». En 2025, le 13 juillet dernier, il lui enjoignait d'être forte, car pour être libre, il faut être puissant, et donc craint. Aucun doute. Avec Hobbes au moins, c'est plus clair, on ne fait pas dans le sentiment.

En 1967, un professeur d'histoire nommé Ron Jones faisait avec ses élèves de première année au lycée de Palo Alto, en Californie, une « expérience » connue sous le nom de « Troisième Vague », en vue de leur faire comprendre comment les Allemands avaient pu laisser les nazis mettre leur projet d'extermination à exécution, s'y soumettre voire y collaborer. Menée à l'insu des adolescents, « La Vague » a consisté à créer, en moins d'une semaine, un mouvement fondé sur l'obéissance, l'esprit de corps et un certain nombre de rituels reléguant l'individu au rang de sujet de la communauté, laquelle pouvait exiger toutes sortes de sacrifices. L'expérience, qui a fait l'objet d'un roman à succès et de nombreuses adaptations, réussit au-delà de toute espérance. Le dispositif d'endoctrinement y était pour beaucoup mais il n'aurait pas « pris » si la Vague n'avait pas, comme l'ont rapporté certains participants, donné une « place » ou l'illusion d'en avoir enfin une à ceux qui n'en n'avaient pas, une « distinction » à ceux que rien ne distinguait, en termes de popularité ou de résultats scolaires, quitte à exclure et à traumatiser les faibles. « *Un balayeur des rues doit se sentir plus honoré d'être citoyen de ce Reich que s'il était roi d'un pays étranger* ». Telle sera l'une des clés du succès du nazisme, Hitler l'avait très bien compris, c'est écrit dans *Mein Kampf*.

La communauté nationale se confond là avec « la race », autre mythe. L'on dira, à bon droit, que nulle comparaison n'est possible entre l'Allemagne d'hier et la France d'aujourd'hui. Que ce n'est pas la même nation – l'une serait même, historiquement et principiellement, la négation de l'autre. Et donc pas le même nationalisme. En France, dans la « patrie des droits de l'homme », ce ne serait même pas du nationalisme que d'aimer la nation, sa nation. Reste que dans les deux cas, la collectivité est un bien, l'appartenance, un honneur, le sentiment d'appartenance à la communauté, un besoin naturel plutôt qu'une construction sociale. La France, tu l'aimes, et tu lui montres, tu lui prouves, ou tu la quittes – de gré sinon de force, car le droit empêche encore de franchir ce pas là. De toute façon, à moins d'être déséquilibré, comment ne pas aimer la France ? Tout le monde, le monde tout entier, aime la France, le monde civilisé en tout cas, il n'y a qu'à voir les Jeux Olympiques. Pas question, ici, de nationalisme !

Envisagé à l'aune de la théorie de Michael Billig, dont le livre *Banal Nationalism* est paru il y a tout juste 30 ans⁴, le nationalisme français, ou le nationalisme en France, a la particularité de se nourrir d'un déni de lui-même particulièrement efficace, précisément fondé sur son histoire particulière, qui tend à le confondre avec la proclamation révolutionnaire de l'universel. Ses équivalents en Angleterre et aux États-Unis, deux (ex-)puissances étatiques qui ont davantage assumé leur nationalisme, ont d'autres secrets de longévité, l'emprise nationale n'y est pas moins totale.

Si l'on suit Billig, bien au-delà de ces trois exemples, le nationalisme est partout. L'omniprésence du *flagging*, des signes nationaux, dans l'espace public, les médias, l'éducation et les habitudes de consommations nous rappellent constamment que nous sommes plus ou moins chanceux d'être nés quelque part et pas n'importe où : forcément dans une nation, car le monde est ainsi fait, ainsi divisé. Tant pis pour les Gazaouis, coupables d'être palestiniens ; tant pis pour le chef d'orchestre *Lahav Shani*, déprogrammé

du Festival de Gand pour ne pas avoir dénoncé le génocide en cours, coupable, en un mot, d'être israélien, puisqu'on n'a pas demandé la même chose aux autres invités. Triste ironie quand on sait que le monde culturel « flamand » se bat depuis de longues années contre le nationalisme au pouvoir et l'extrême-droite nationaliste en Flandre.

Pour Billig, c'est l'omniprésence même du nationalisme dans nos vies qui le rend invisible et qui en fait une idéologie à la puissance inégalée depuis plus de deux siècles. Qui a peur de *Banal Nationalism* ?, demandait en 2018 la sociologue politique Sophie Duchesne⁵ ? Qui a peur de la thèse défendue dans ce livre, tardivement traduit en français en 2019 en dépit de son énorme postérité dans le monde anglo-saxon ? Beaucoup de gens, tous ceux qui ne veulent pas être taxés de nationalisme au simple motif qu'ils y ont été socialisés, et parce que les drapeaux qui « pendent mollement » au fronton des écoles de la République et des monuments des nations démocratiques leur apparaissent sans danger. Qui a peur du nationalisme banal, de ce nationalisme-là ? Pas grand-monde, seulement celles et ceux qui soulignent que les drapeaux qui sont exhibés dans les manifestations du Rassemblement national ou de UKIP sont indiscutablement les mêmes que ceux, américain et français, ou anglais, qui côte à côte garnissaient les salles de concert de la tournée de Bruce Springsteen au printemps dernier. Springsteen, manifestement déchiré entre l'amour qu'il chante si bien pour son pays, dont il espère avoir toujours été « un bon ambassadeur », et sa honte de l'Amérique de Trump. Pauvre Bruce. Ce n'est pourtant pas sa faute s'il est « *Born in the USA* ».

- 1. Henri Seckel, « Trois mois de prison avec sursis pour l'homme qui avait allumé sa cigarette avec la flamme du Soldat inconnu », *Le Monde*, 8 août 2025.
- 2. Bertrand Guillonnet, « Flamme du Soldat inconnu : "L'État se trompe ou essaie de nous tromper en théâtralisant une histoire sans aucun intérêt" », *Le Monde*, 16 août 2025.
- 3. Norbert Elias, *Les Allemands. Luttres de pouvoir et développement de l'habitus aux XIXe et XXe siècles*, traduit de l'allemand par Marc de Launay et de l'anglais par Marc Joly, précédé de « Barbarie et "dé-civilisation" » de Roger Chartier, Seuil, 2017, p. 449-454. Dans ce passage entre autres, Elias souligne ce que toutes les nations, tous les nationalismes ont en commun avec l'Allemagne et le national-socialisme, bien entendu sans nier les spécificités de « l'effondrement de la civilisation » que représente pour lui le nazisme.
- 4. Michael Billig, *Banal nationalism*, Sage, 1995; *Le nationalisme banal*, traduit en français par Camille et Christine Hamidi, « Introduction à l'édition française : Que reste-t-il du nationalisme banal ? » de Sophie Duchesne, Presses universitaires de Louvain, 2019.
- 5. Sophie Duchesne, « Who's afraid of Banal Nationalism ? », *Nations and Nationalism*, Volume 24, Issue 4, p. 841-856.

😊 Avez-vous apprécié la lecture de cet article ? Pour nous permettre de poursuivre ce travail de pensée critique et soutenir l'indépendance éditoriale de la rédaction d'Esprit 👉 **Abonnez-vous.**

